

Lord Killanin à Moscou

«*Tout sera fait à temps*»

Le public sportif international a montré un vif intérêt pour la visite de Lord Killanin à Moscou, à la fin novembre 1976, Moscou qui accueillera les Jeux de la XXIIe Olympiade.

Bien des fanatiques des sports olympiques sont de l'avis que Moscou, qui se prépare à accueillir les Jeux Olympiques de 1980, arrivera à surmonter avec succès les difficultés rencontrées par ses prédécesseurs.

Il y a, cependant, certaines personnes qui expriment à haute voix leur doute en ce qui concerne la sincérité des assurances données par les organisateurs moscovites des Jeux Olympiques, que toutes les garanties qu'ils prennent à leur compte, en vertu des règles olympiques, seront bien respectées.

La visite du Président du CIO a-t-elle permis de clarifier le problème? Quels en sont les résultats?

L'emploi du temps du séjour du Président à Moscou était particulièrement chargé. Au cours de leur premier entretien avec M. Ignaty T. Novikov, président du COJO de 1980 et vice-président du Conseil des ministres de l'Union Soviétique, Lord Killanin et M. Banks, directeur technique du CIO, qui l'accompagnait, ont été informés en détail de la structure du comité d'organisation, des directions dans lesquelles il travaillait, des plans de construction des installations olympiques, des hôtels, des centres de presse et du village olympique pour les athlètes. Les visiteurs officiels du CIO ont également été informés des plans mis en place pour recevoir et subvenir aux besoins d'environ 12 000 concurrents et officiels des Jeux Olympiques, 6000 représentants des différents moyens d'information, de plus de 600 000 touristes soviétiques et étrangers, et d'une expérience concernant la distribution des billets pour les épreuves sportives des Jeux Olympiques.

Le jour même, de longs entretiens ont eu lieu avec M. Sergueï P. Pavlov, président



du CNO soviétique et président du comité pour la culture physique et les sports. Il est également l'un des vice-présidents du COJO de 1980.

Des questions pratiques ont été traitées, concernant la participation des organisations soviétiques au Mouvement Olympique international et, en particulier, le problème d'apporter une aide au Mouvement Olympique dans son ensemble, ou dans le cadre des travaux de la Solidarité olympique, en recevant la visite d'entraîneurs, de spécialistes et d'athlètes de disciplines différentes en URSS.

Vladimir F. Promyslov, maire de Moscou, a informé Lord Killanin des travaux effectués par les autorités municipales qui se préparent à être les hôtes des Jeux Olympiques. M. Promyslov a insisté tout particulièrement sur le fait que la construction de toutes les nouvelles installations, édifiées en prévision des Jeux de Moscou, font partie du plan général de développement de la capitale soviétique.

«*Une des choses qui m'impressionnent, a déclaré le Président du CIO à la presse, c'est qu'il apparaît qu'il n'y aura aucune construction ici qui ne sera pas utilisée à 100%, une fois que les Jeux seront clos. C'est une question qui nous a toujours préoccupé à savoir qu'il puisse y avoir des installations non utilisées.*»

Lord Killanin et M. Banks ont examiné divers projets de construction, où se dérouleront les compétitions olympiques en 1980. Soit dit en passant, le nombre total des

sièges pour les spectateurs dans ces installations sera supérieur à 420 000.

Le sommet de la visite du Président du CIO fut sa rencontre avec M. Nicolai V. Podgorny, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS.

Lors de la conférence de presse, à laquelle assistaient plus de 150 journalistes, Lord Killanin parla de son entretien avec le président soviétique.

Quand Moscou posa sa candidature comme ville hôte des Jeux Olympiques, le gouvernement soviétique a pris l'engagement d'admettre les représentants de tous les CNO reconnus par le CIO dans le pays. Lord Killanin continua en déclarant que M. Podgorny lui avait donné l'assurance que le gouvernement soviétique fournirait toute l'aide possible et apporterait le soutien nécessaire pour que les Jeux puissent se dérouler. Il se conformera aux obligations qu'il a acceptées, et ne changera pas sa position relative au fait que le droit d'en-

trer en Union Soviétique a été accordé à tous les CNO reconnus par le CIO, ainsi qu'à tous les athlètes et journalistes accrédités aux Jeux.

«Ayant parlé au président Novikov, du comité d'organisation, et également au président du Soviet, M. Podgorny, a déclaré Lord Killanin, je ne doute absolument pas du fait que le comité d'organisation tiendra toutes les promesses données et les engagements pris lorsque la candidature a été présentée.»

Il y a quelque temps, des comptes rendus ont été publiés dans la presse d'Europe occidentale, se rapportant à la question de la venue des touristes pour assister aux Jeux Olympiques de 1980 à Moscou. Il est tout à fait normal que le Président du CIO se soit intéressé à ce problème, et à ce sujet, les organisateurs des Jeux de 1980 lui ont donné toutes les explications nécessaires. En réponse aux questions posées par la presse, Lord Killanin a fait la déclaration suivante: *«J'ai lu dans certains journaux étrangers, et je n'étais pas très au courant de cette question moi-même, ce qui concernait la durée pendant laquelle les gens peuvent rester en URSS. Il n'y a absolument rien d'anormal dans le fait d'envisager ce qui se passera. Il y aura ceux qui viendront pour la durée totale des Jeux pour assister à toutes les épreuves, il y aura les gens qui ne viendront que pour quelques jours pour assister plus particulièrement à certaines compétitions, et d'autres encore qui viendront quelques jours pour assister à certaines épreuves et ensuite participer à des voyages organisés pour voir d'autres régions de l'Union Soviétique.»*

Le Président du CIO a déclaré qu'il était d'accord avec le chiffre de 300 000, qui correspond à une estimation du nombre de touristes étrangers qui viendront aux Jeux de 1980, et fit remarquer que c'était le chiffre moyen de la fréquentation de tous les Jeux Olympiques, car la plus grande partie des amateurs de sport regarderont se dérouler les compétitions devant l'écran de leur téléviseur. Soit dit en pas-



Devant la maquette des installations olympiques, de g. à dr.: M. Posokhin, architecte en chef de la ville de Moscou, Lord Killanin, M. Banks et M. Koziulya, vice-président du comité d'organisation.

Visite au complexe sportif « Dynamo ». Le Président du CIO (à l'extrême droite) constate qu'une partie des installations olympiques se trouve déjà à la disposition des jeunes athlètes. On reconnaît à partir de la gauche M. Roditchenko, chef du département des sports au comité d'organisation (CO), M. Koziulya, M. Vitaly Smirnov, vice-président du CO et membre de la commission exécutive du CIO, et M. Bogdanov, président du conseil central du club sportif «Dynamo».



sant, le nombre de gens susceptibles de pouvoir regarder les Jeux à la télévision sera supérieur à 2 milliards. De plus, Lord Killanin a fait remarquer que le chiffre de 300 000 touristes étrangers était celui donné par le CIO et qu'il l'avait approuvé.

En ce qui concerne les sièges disponibles dans l'arène olympique et dans les lieux où se dérouleront les épreuves, ils seront attribués selon les termes de l'accord qui a pu être obtenu, et cela de la manière suivante: 50% des sièges reviendront à la population moscovite (la population actuelle de Moscou est de près de 8 millions d'habitants), 25% pour les touristes étrangers et 25% pour les touristes soviétiques (également environ 300 000 personnes).

L'opinion du Président du CIO en ce qui concerne le problème des sièges aux Jeux Olympiques est que ceux-ci devraient être répartis selon le nombre de participants d'un pays donné et correspondre à la tradition existante. La distribution des billets entre tous les CNO est une des fonctions du comité d'organisation, et il est tout à fait naturel que quelques-uns se révèlent être mécontents. *«Tant que le comité d'organisation des Jeux de 1980 est concerné, a souligné Lord Killanin, je ne vois aucune raison pour que cette répartition des billets soit en quoi que ce soit différente de toutes les autres distributions de billets aux Comités Nationaux Olympiques qui ont eu lieu jusqu'à présent.»*

Ainsi, à quelles conclusions le Président du CIO en arriva-t-il durant son séjour à Moscou? La plus importante d'entre elles, et comme il a pu le constater, est que le gouvernement soviétique a confirmé les garanties qu'il avait données, relatives au droit d'entrée libre sur le territoire soviétique pour les représentants de tous les CNO reconnus par le CIO. Le Président a

également parlé des progrès obtenus dans la planification et la construction des installations nécessaires au logement des athlètes qui participent aux Jeux, ainsi qu'à celui des touristes, de même que ceux accomplis dans le domaine des équipements sportifs: en somme, le travail accompli par le comité d'organisation par rapport à tous les autres problèmes de préparation des Jeux Olympiques de Moscou.

«Je dois admettre que je quitte Moscou sans certaines des préoccupations que j'avais lorsque j'ai visité Montréal, à exactement la même période après les derniers Jeux, quelques mois après la clôture des Jeux de la précédente olympiade. Il m'est ainsi apparu, d'après le calendrier des prévisions, que tout pourra être terminé à temps», a déclaré le Président du CIO à la veille de son départ de Moscou.

Vladislav Shevchenko
*chef du département
des relations publiques
du comité d'organisation*

